



Réflexions dans le cadre du vote du décret PEB (performance énergétique des bâtiments)

Annexe au dossier de presse « Rassemblement - Décret PEB au Parlement - 18 avril 2007 »

Nous (c'est-à-dire un mouvement de personnes et de familles résistants à la misère au quotidien et à ce qui la produit) sommes bien sûr « pour une meilleure efficacité énergétique de nos logements ». Cependant notre expérience de résistance à la misère nous apprend, depuis longtemps déjà et encore aujourd'hui que :

1. Souvent des *mesures législatives bien attentionnées se retournent contre nous*, les plus écrasés d'entre nous en particulier. Combien d'entre-nous n'osent plus faire appliquer la loi contre l'insalubrité, par exemple, de peur de voir la famille éclatée ou notre vie « contrôlée ». L'argument du logement « salubre » passe souvent avant celui d'un « habitat où on puisse vivre simplement en famille ». Comme s'il y avait assez de logements disponibles. Or ce n'est pas le cas. Donc, nous, on prend ce qui reste... Demain, sans doute, les bâtiments les moins performants énergétiquement.
2. Que va-t-on faire pour *que nous aussi nous puissions effectivement accéder aux mesures prises dans le cadre du décret ?* Vraiment tout le monde y aura-il accès ? Pourrons-nous tous faire des économies ? Par exemple, ceux d'entre nous qui vivons dans un « meublé » où nos charges sont forfaitaires. Si on n'y a pas accès, va-t-on *encore subir des regards méprisants* du style « Regardez, leur maison est mal isolée. Ils polluent... », alors, que les plus pauvres sont-ceux qui ont *globalement* une « empreinte écologique » la plus faible, non?

Voir le document : *Regards et questions des travailleurs les plus pauvres sur les notions de « développement durable »*, LST, Avril 2007. Disponible sur www.mouvement-lst.org

3. Dans une toute récente analyse (17 octobre 2006), nous avons abordé la question des politiques du logement en analysant le nouveau Code wallon du logement. Les solutions qui proposées nous inquiètent au plus haut point. Notamment car, déjà, le parc de logements de services publics est peu généreux en Belgique. En plus, une plus grande part de celui-ci sera ouverte aux revenus un peu plus élevés que les nôtres. Pour nous, ils ont pensé à augmenter l'accompagnement (contrôle ?) social. Alors, oui, rendons les logements de service public plus efficaces énergétiquement mais pour nous aussi... Et abordons la question fondamentale d'un droit d'habiter et vivre simplement pour tous. Comment se fait-il que ce n'est pas encore possible, au 21^{ème} siècle, dites ?

Voir le document : *Du point de vue des plus pauvres, le logement est inaccessible. Les solutions proposées inquiètent au plus haut point*, LST, 17 octobre 2006. Disponible sur le site www.mouvement-lst.org